



Conférence sur le climat Paris 2015

Dossier de presse

26 novembre 2015

Contacts presse Attac

medias@attac.org

Jeanne Planche +33 1 56 06 43 61 / +33 6 83 01 44 88

Arthur Lauvergnier +33 1 56 06 43 60 / +33 6 58 35 52 46

www.france.attac.org

Facebook Attac France

Twitter @attac_fr



Pour que la COP21 ne passe pas à côté de l'Etat d'urgence climatique

La COP21 prépare un accord de Paris très éloigné de ce que requiert l'état d'urgence climatique auquel des populations du monde entier sont confrontées. Alors que les catastrophes climatiques ont fait 600 000 morts en vingt ans, selon l'ONU, un nouveau record d'émissions de gaz à effet de serre a été atteint en 2014 et sept des dix mois les plus chauds jamais enregistrés l'ont été en 2015. Sur la base des contributions volontaires des Etats (INDCs), la COP21 devrait pourtant entériner des décisions qui conduisent à une nouvelle augmentation des émissions mondiales de GES d'ici à 2030 (plus de 10 % selon l'ONU) et à un réchauffement climatique supérieur à 3°C. L'urgence climatique ne disparaîtra pas d'un coup de baguette magique. Seule une société inventive, éprise de justice et de démocratie, pourra y faire face.

Nous appelons les citoyen.ne.s à construire une chaîne humaine pour un climat de paix le 29 novembre à Paris et à se mobiliser également dans les autres villes en France

Face à l'état d'urgence climatique, les citoyennes et citoyens doivent faire entendre leurs exigences lors de la COP21. C'est pourquoi nous refusons de rester à la maison ce 29 novembre à Paris et dans les autres villes en France, au moment où des millions de personnes marcheront dans le monde. Pour la justice climatique, un des facteurs déterminant de la paix, en hommage aux victimes des attentats, nous formerons à Paris des chaînes humaines sur les trottoirs entre République et Nation, en passant par le Bataclan et la rue de Charonne.

Plus d'infos sur : <https://attac.org/l/cop21chaines>

Facebook : [Mobilisation Climat] Chaîne humaine pour un climat de paix

Twitter @ClimatPaix et le #hashtag #Climat2paix

Nous publions aujourd'hui une note de décryptage du texte de négociations

A la veille de la COP21, nous publions une note de décryptage (six pages) du texte en cours de négociations. Pour chacune des parties du texte, ce document présente la pire et la moins mauvaise des options présentes dans le texte, ainsi que l'option – absente du texte – que les Etats membres de l'ONU, s'ils étaient sérieux en matière de lutte contre les dérèglements climatiques, devraient adopter. Ce document vise à interpeller l'opinion publique et poursuivre notre patient travail d'explicitation des enjeux autour de cette nouvelle conférence de l'ONU sur le réchauffement climatique.

A lire sur : <https://attac.org/l/cop21analyse>

Nous révélons le montant des contributions des sponsors privés de la COP21

On dénombre plus de 55 sponsors privés choisis par le gouvernement français pour contribuer au financement de la COP21. Les autorités françaises s'étaient engagées à publier les conventions signées entre l'Etat et les sponsors. A la veille de la COP21, ce n'est toujours pas le cas. Ayant pu consulter des notes internes du Secrétariat général de la COP21, nous révélons aujourd'hui le montant des contributions des principaux sponsors privés choisis par le gouvernement, une information qui devrait être rendue publique.

A lire sur : <https://attac.org/l/sponsorscop21>

**Pour recevoir les communiqués et infos presse d'Attac
et être mis en relation avec ses porte-parole, contactez medias@attac.org**

Stoppons la machine à réchauffer la planète

La modification profonde et durable de notre planète, et en particulier du climat, du fait de l'activité humaine amène de nombreux scientifiques à considérer que nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique, qualifiée d'anthropocène. Les sociétés humaines, dont l'histoire courte se trouve aujourd'hui inextricablement liée à l'histoire longue de la planète, font alors face à des défis considérables et c'est leur pérennité même qui est aujourd'hui menacée.

Des annonces tentent de faire accepter l'idée selon laquelle un accord à Paris constituera un premier pas important pour aller plus loin ensuite. Nous ne croyons pas aux miracles : ce qui n'a pu émerger depuis quatre ans de négociations, c'est-à-dire un accord à la hauteur des enjeux climatiques, aura du mal à émerger dans les derniers jours. Les négociations sont enfermées dans des discussions techniques et bureaucratiques à la mesure de l'abandon des responsabilités politiques, de la concurrence des Etats, de l'emprise des logiques du *business as usual*.

Nous ne pourrions applaudir un résultat qui ne prenne pas en compte certaines lignes rouges, lesquelles s'appuient à la fois sur les connaissances scientifiques, l'expérience vécue du réchauffement climatique, les résistances et les solutions expérimentées à des échelles maintenant significatives. Un sursaut politique et démocratique est requis.

Attac participe à la construction d'un mouvement divers, ambitieux et pérenne pour la justice climatique, un mouvement catalyseur des résistances au grand chantier capitaliste qui détruit pour accumuler. C'est le sens de notre engagement depuis plusieurs mois dans la dynamique Alternatiba, dans la Coalition climat 21 et dans de nombreux réseaux internationaux qui luttent pour la justice climatique. Du 28 novembre au 12 décembre, les deux semaines de mobilisations pendant la COP21 seront un moment d'expression de ce mouvement en devenir.



« Un réchauffement climatique non contenu sous les 2°C conduirait à un écocide, à l'amplification des guerres pour les ressources, à de nouvelles fragmentations du monde ; la responsabilité des multinationales, des groupes financiers, des Etats est engagée. Il nous revient d'agir, pendant la COP21 et après, afin de préserver une commune humanité et la vie sur une Terre qui est notre habitat »

Geneviève Azam, porte-parole d'Attac

Nos messages

Laisser les fossiles dans le sol : l'appel international « crimes climatiques stop »



Attac et 350.org sont à l'initiative de l'appel « Laissons les fossiles dans le sol pour en finir avec les crimes climatiques ! ». Cet appel est un cri d'alarme face à l'absence de prise en compte de l'urgence climatique et incite à la mobilisation de toutes et tous pour sortir d'un modèle économique fossile criminel.

L'appel affirme notamment que « les gouvernements doivent mettre un terme aux subventions qu'ils versent à l'industrie fossile, et geler leur extraction en renonçant à exploiter 80% de toutes les réserves de carburant fossile ». Cela implique un changement historique majeur. Et nous n'attendons pas que les États agissent, de même que « l'esclavage et l'apartheid n'ont pas disparu parce que des États ont décidé de les abolir, mais par des mobilisations massives qui ne leur ont pas laissé le choix ». « **Tourner la page des fossiles est une étape décisive vers la société juste et soutenable dont nous avons besoin. Nous ne gâcherons pas cette chance, à Paris comme ailleurs, aujourd'hui comme demain.** »

Cet appel est initié par Naomi Klein, Desmond Tutu, Vandana Shiva, Kumi Naidoo, Yeb Saño, Erri de Luca, Bill McKibben, Claude Lorius, Gilles Boeuf, Marie-Monique Robin, Mike Davis, Noam Chomsky, Patrick Chamoiseau et une centaine d'autres intellectuels et militant.e.s pour la justice climatique des cinq continents.

L'appel, ouvert à signatures, est en ligne : <http://crimesclimatiquesstop.org>.

Climat et paradis fiscaux : le Sommet des 196 chaises réquisitionnées dans les banques



Alors que le dérèglement climatique est déjà une tragédie pour des millions de personnes et qu'il menace les conditions mêmes d'une vie civilisée sur Terre, les 196 participants à la Conférence sur le climat (195 pays plus l'Union européenne) sont incapables de trouver 100 milliards de dollars par an pour alimenter le Fonds vert pour le climat. Pourtant, **l'argent de la transition écologique et sociale existe : il est dans les paradis fiscaux !** Pas moins de 20 000 milliards de dollars sont aujourd'hui cachés dans les paradis fiscaux. En finir avec l'évasion fiscale dégagerait des financements publics décisifs pour des politiques de transition écologique et sociale.

Pour répondre à la menace grave et imminente que représente l'évasion fiscale, des citoyen.ne.s ont réquisitionné, suite au lancement d'un appel par des personnalités, plus de 196 chaises dans les agences des banques les plus implantées dans les paradis fiscaux. Attac participe au mouvement **Toutes et tous #FaucheursDeChaises !**

Le 6 décembre retrouvez-nous à Montreuil pour le « Sommet des 196 chaises ». Lors de cette cérémonie cinq porte-paroles mondiaux proclameront les "solutions des peuples pour financer la transition". Nous sommes déterminés à faire entendre les propositions de la société civile et à faire de la réquisition et de la circulation solidaire des chaises un mouvement populaire d'ampleur mondiale pour mettre enfin la finance au service des hommes et de la nature.

Nos mobilisations

Attac est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action qui se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques. Depuis plusieurs mois, nous préparons les mobilisations dans la perspective de la COP21. Du 30 novembre au 11 décembre, les chefs de gouvernement se réuniront au Bourget. Mais l'accord de Paris risque fort d'être insuffisant. **Avec la Coalition Climat 21, Attac appelle les citoyen.ne.s à s'impliquer dans un grand mouvement pour la justice climatique**, un mouvement qui ne sera pas celui d'un seul sommet, mais bien celui qui imposera le changement nécessaire.



Les temps forts de la mobilisation :

- **Les 28 et 29 novembre**, à la veille de l'ouverture des négociations au Bourget, des marches pour le climat auront lieu partout dans le monde. Suite à l'interdiction des marches pour le climat à Paris et dans plusieurs villes de France, la mobilisation citoyenne se construira à travers une diversité d'initiatives. **Attac appelle les citoyen.ne.s à participer à une chaîne humaine, à Paris**, entre République et Nation sur les trottoirs du boulevard Voltaire entre 12h et 13h.

Plus d'infos sur : <https://attac.org/l/cop21chaines>

Facebook : [Mobilisation Climat] Chaîne humaine pour un climat de paix

Twitter @ClimatPaix et le hashtag #Climat2paix

- **Les 4 et 5 décembre : le Tribunal International des Droits de la Nature** est organisé par Global Alliance for the Rights of Nature, End Ecocide on Earth, NatureRights et Attac France à la Maison des Métallos. Une initiative citoyenne unique pour témoigner publiquement de la destruction des conditions de vie sur Terre, donnant la parole aux populations les plus impactées par les dérèglements climatiques. www.maisondesmetallo.org
- **Les 5 et 6 décembre**, à Montreuil, alors que les négociations en seront à mi-parcours, nous nous retrouverons au **Sommet citoyen pour le climat organisé par la Coalition climat 21**. Nous y organiserons notamment une grande conférence sur le financement de la transition et le « Sommet des 196 chaises ». www.coalitionclimat21.org
- **Du 7 au 11 décembre, le CentQuatre, se transformera en Zone d'Action Climat de la Coalition Climat 21** avec des initiatives artistiques, des débats, et des Assemblées quotidiennes pour faire le point sur les négociations du Bourget pour cette deuxième et dernière semaine de négociations.
- **Le samedi 12 décembre**, au moment où les représentants des gouvernements du monde entier quitteront la COP21, nous montrerons **notre détermination à poursuivre nos mobilisations pour construire un futur juste et durable**. Notre action sera d'abord une promesse, celle d'agir tant que les lignes rouges pour une planète vivables seront franchies.

Plus d'informations sur les initiatives citoyennes :

www.france.attac.org // Facebook Attac France // Twitter @attac_fr

Nos analyses

Un projet d'« accord de Paris » totalement insuffisant

Si un accord est signé à Paris, tout indique déjà qu'il sera très loin du compte. A la veille de l'ouverture de la COP21, décryptage en 9 points clés des défaillances du projet de texte en cours de négociations.

1 - **Les engagements pour l'avant 2020 sont insuffisants.** Selon les scénarios du GIEC, les Etats doivent être bien plus ambitieux dans leurs objectifs de réduction d'émission d'ici à 2020 comme en termes de financement public et additionnel. Les Etats rechignent à faire plus, notamment les pays du Nord.

2 - **Un décalage abyssal persiste entre l'urgence climatique et la réalité des engagements des Etats.** Les contributions volontaires annoncées par les Etats (INDCs) préparent un réchauffement climatique supérieur à 3°C et ne sont absolument pas équitables. Si l'on tient compte de leurs engagements financiers, les contributions de la majorité des pays développés sont très éloignées de la juste part qu'ils devraient réaliser : la contribution du Japon représente 10% de ce qu'il devrait mettre sur la table, les Etats-Unis 20% et l'Union européenne un peu plus de 20%.

3 - **L'écart entre le réel – 3°C ou plus – et le souhaitable – 2°C maximum d'augmentation moyenne ou mieux 1,5°C – ne fait pas l'objet de négociations** et l'effort supplémentaire nécessaire ne sera pas réparti entre les Etats. L'objet de la négociation ? L'instrument juridique qui prendra la suite du protocole de Kyoto, ses principes, ses mécanismes. A Paris, on négocie le contenant, pas le contenu.

4 - **La transition énergétique comme les termes d'énergie fossile et d'énergies renouvelables sont absents du projet d'accord.** La seule évocation d'une société dite décarbonée, d'un objectif de « zéro émission nette » à long terme peut contenir précisément tout ce que nous appelons les fausses solutions : le nucléaire, la conversion des sols et des forêts en outils pour capturer le carbone, l'agriculture dite « intelligente », les projets de géoingénierie pour capturer et séquestrer le carbone.

5 - **Dans les négociations, l'adaptation au changement climatique est souvent mentionnée comme un résidu des politiques d'atténuation.** Ce qui revient à nier le réchauffement déjà là et ses conséquences déjà catastrophiques. Cette vision exprime les vœux de tous ceux qui font du changement climatique une simple opportunité économique. Elle condamne les populations les plus précaires et déjà fortement impactées, à être des victimes passives de ces dérèglements.

6 - **Le commerce international et sa liberté ne peuvent être les conditions de la lutte contre le changement climatique.** La contradiction, pourtant désormais patente, entre les politiques climatiques et les politiques de libre-échange n'est pas à l'ordre du jour des discussions. Négocier en même temps le Tafta, le Ceta, les accords de partenariat économique (APE) d'un côté et un accord de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'autre relève d'une irresponsabilité politique.

7 - Le financement est la partie la plus confuse des négociations en cours. L'engagement de débloquer 100 milliards de dollars d'ici à 2020 pour soutenir les pays et populations les plus démunis, ne se concrétise toujours pas. Les pays les plus riches refusent de s'engager et préfèrent s'en remettre au financement privé. **Aucune feuille de route n'est proposée pour indiquer comment les engagements financiers des Etats vont se maintenir ou s'accroître** face à l'aggravation des dérèglements climatiques. L'OCDE affirme que 64 milliards de dollars sont déjà mobilisés pour le climat mais mélange des sources de financements très différentes (dons, prêts conditionnés, aide au développement, etc.) et de nombreux financements sont simplement rebaptisés « climat ».

8 - **La dimension des droits individuels, sociaux et politiques, la nécessité de se conformer aux différentes chartes des Nations unies, sont largement marginalisées.** Des formules vagues sur les femmes, les peuples autochtones, les affectés, n'ont en rien valeur de droits. Les crimes d'écocide ne sont pas mentionnés et ne pourront être jugés.

9 - **Le poids des lobbies industriels et financiers pourrait être institutionnalisé par l'accord de Paris.** En plus de pouvoir être sponsor des COP et de poursuivre leur lobbying jusque dans les couloirs de la négociation, le secteur privé – y compris les champions de la pollution – pourrait se voir décerner un rôle à part entière. Ainsi, Total, comme d'autres multinationales de l'énergie et du gaz, ont été acceptées dans le dispositif « Agenda des solutions » rebaptisé « Plan d'action Lima-Paris » qui vise à mettre en valeur les initiatives portées par entreprises, collectivités, organisations internationales, ONG. Ce dispositif pourrait prendre une part croissante dans le futur cadre international de gouvernance sur le climat. Les négociations fournissent à des criminels climatiques l'occasion de se présenter comme étant porteurs de solutions, là où ils ne cherchent qu'à faire perdurer le *business as usual*.

Neuf lignes rouges pour un accord international

Des décisions et politiques internationales pour répondre aux enjeux du dérèglement climatique sont urgentes et nécessaires. Voici les neuf "lignes rouges" d'Attac, comme autant d'éléments qui devraient constituer le cœur d'un accord international dont nous avons besoin, à la hauteur des enjeux et fondé sur la solidarité et la coopération.

1- Conformément aux travaux du GIEC, **les Etats doivent s'engager à atteindre un maximum d'émissions mondial d'ici à 2020, ce qui implique de fortes réductions pour les pays historiquement les plus émetteurs.** Tout retard dans l'inversion de la courbe des émissions de GES rendrait très difficile d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à moins de 2°C à l'horizon 2100.

2- **80% des réserves connues en ressources fossiles doivent être gelées pour contenir le réchauffement en dessous de 2°C, il est donc nécessaire d'entamer une profonde transition énergétique mondiale :** arrêt immédiat des subventions aux énergies fossiles et transfert de ces fonds aux énergies renouvelables, accompagnement des projets de sobriété énergétique et de sortie du nucléaire, arrêt des prospections, soutien au désinvestissement dans les fossiles.

3- Etant donné la réalité de l'impact du dérèglement climatique, notamment sur les sociétés les plus pauvres, **il faut rétablir un équilibre entre les politiques visant à le freiner et celles visant à l'adaptation à ses conséquences.** Au-delà des mesures d'urgence et de prévision des catastrophes, l'adaptation doit être conçue comme outil pour la transition. Sans politiques conséquentes « d'adaptation », c'est la condamnation de ceux qui subissent le changement climatique.

4- Sachant que la lutte contre le changement climatique doit engager tous les secteurs de la société, au plus près des activités et dans le souci de promouvoir des emplois durables, nous avons besoin de politiques internationales qui affirment la **priorité à la relocalisation des activités, à la décentralisation énergétique, à la promotion d'une agro-écologie paysanne, à la réduction des transports et aux circuits courts.** Autant de mesures contradictoires avec les règles actuelles du commerce international qu'il faut revoir.

5 -Le réchauffement climatique engage un changement civilisationnel qui passe par des engagements politiques forts au lieu des promesses de la technoscience. **Il faut pour cela instaurer un moratoire sur les projets de géo-ingénierie et bio-ingénierie** qui freinent les engagements en laissant miroiter des "solutions" non maîtrisées et souvent délirantes : projets de Bio-Energie avec capture et stockage du carbone (BECCS), envoi de particules dans l'atmosphère, ensemencement de océans, projets globaux de capture et stockage du carbone.

6 - Les responsabilités du changement climatique sont différenciées et les coûts des catastrophes augmentent, **de nouveaux et conséquents engagements financiers sont donc nécessaires.** Ces financements proviendront d'abord de la réaffectation des subventions et investissements dans les énergies fossiles, puis d'une fiscalité mondiale (taxe sur les transactions financières, contributions obligatoires en fonction des responsabilités dans le réchauffement climatique, taxe kilométrique, taxe unitaire sur les multinationales...). Ils ne doivent pas venir de l'extension des marchés du carbone, inefficaces, ni des mécanismes d'exportation des pollutions.

7 - **Les politiques internationales contre le réchauffement climatique doivent s'inscrire dans la continuité des droits individuels fondamentaux, des droits sociaux et politiques,** en particulier pour les femmes et les peuples autochtones, souvent les plus affectés. Elles doivent reconnaître les droits des déplacés environnementaux et les crimes d'écocide doivent être jugés comme tels. Les droits humains et ceux de la nature sont indissociables.

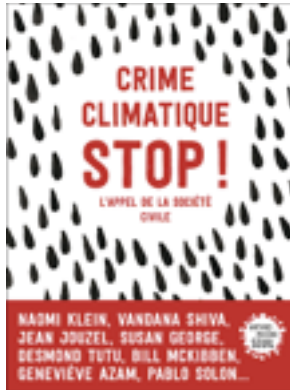
8 - Pour avancer sur des politiques aussi ambitieuses, il est fondamental d'**évincer du processus de négociation des lobbies industriels et financiers** qui entendent se substituer à la communauté internationale.

9 - Enfin, **un traité international sur le climat visant à réduire les émissions de GES suppose des mesures contraignantes, assorties de sanctions en cas de non-respect,** pour, à terme, faire primer le droit de l'environnement sur le droit du commerce et de l'investissement. Se fonder sur des déclarations volontaires des Etats c'est ignorer la dimension globale du changement climatique et donner une prime aux Etats pollueurs.

Nos publications

Crime climatique Stop, l'appel de la société civile

Attac et 350.org (coord), Editions du Seuil, août 2015



Le dérèglement climatique tue. Il bouleverse des centaines de millions de vies, à commencer par celles des plus pauvres et des plus fragiles. Pour que notre planète reste vivable, près de 80 % des réserves d'énergies fossiles actuellement connues doivent demeurer inexploitées. C'est pourquoi la société civile mondiale a lancé un appel à la mobilisation, et à construire un vaste mouvement qui refonde nos sociétés. Ce livre porte la voix de personnalités du monde entier, de chercheurs conscients de l'impasse actuelle, mais aussi celle d'innombrables victimes, réfugiés climatiques et collectifs en lutte contre la machine à réchauffer la planète. Tous nous rappellent la réalité du réchauffement climatique en cours, les souffrances et les inégalités qu'il produit et nous montrent les voies pour sortir de l'âge des fossiles.

Avec les contributions de Naomi Klein, Vandana Shiva, Jean Jouzel, Susan George, Desmond Tutu, Bill McKibben, Geneviève Azam, Pablo Solon...

Coordination de l'ouvrage : Christophe Bonneuil (historien, CNRS), Maxime Combes (Attac), Nicolas Haeringer (350.org), Jeanne Planche (Attac).

Le climat est notre affaire

Attac, Les Liens qui Libèrent, août 2015



Les bouleversements climatiques, désormais ressentis partout et par chacun, ont un sens politique et éthique considérable : la perpétuation de la vie sur la Terre ne va plus de soi. Nos sociétés ont cru pouvoir s'affranchir des limites naturelles, et le capitalisme ne sait prospérer qu'en soumettant la nature et les humains aux exigences du profit et de la croissance. Ce livre propose une cartographie des acteurs et des chemins vers les ruptures nécessaires à une transition démocratique. L'urgence appelle un sursaut de conscience, l'abandon sans regret d'un monde étrié et mortifère, un engagement dans des actions de résistance et de désobéissance radicale et non violente, l'extension des pratiques alternatives.

Co-écrit par Geneviève Azam, Maxime Combes, Thomas Coutrot, Nicolas Haeringer, Jean-Marie Harribey, Dominique Plihon.

A lire aussi

- Maxime Combes, *Sortons de l'âge des fossiles. Manifeste pour la transition*, Le Seuil, octobre 2015
- Nicolas Haeringer, *Zéro fossile. Désinvestir du charbon, du gaz et du pétrole pour sauver le climat*, Les Petits matins, novembre 2015

Le Petit guide militant face aux crimes climatiques

Ce Petit guide militant face aux crimes climatiques se veut un outil pour toutes celles et tous ceux qui participeront aux mobilisations pendant la COP21. Il décrypte les enjeux actuels de la crise climatique, énonce 9 lignes rouges pour un accord qui serait à la hauteur des enjeux et fondé sur la solidarité et la coopération, dénonce les défaillances des négociations en cours et appelle les citoyennes et les citoyens à participer massivement aux mobilisations face à la poursuite de la destruction légale et organisée des sociétés et de la Terre.

À télécharger sur <https://france.attac.org/nos-publications/brochures/article/petit-guide-militant-face-aux-crimes-climatiques>

Demandes de service de presse : media@attac.org

Toutes les publications d'Attac, livres, notes et rapports : www.france.attac.org

Nos vidéos

A partir du 25 novembre, Attac diffuse sur son site internet et les réseaux sociaux **quatre vidéos sur les vraies/fausses solutions pour le climat** mettant en exergue la contradiction entre l'engagement quotidien des citoyen.ne.s pour la planète et la responsabilité des entreprises extractivistes, de l'agro-industrie et de la déforestation. Ces vidéos renvoient à l'appel international « Crime climatique Stop ».

Elles ont été réalisées par l'équipe de vidéastes militant.e.s « Attac Play ».

Calendrier de la diffusion sur www.france.attac.org :

- Le 24/11/2015: Pétrole: <https://vimeo.com/146770470>
- Le 1/12/2015: Charbon: <https://vimeo.com/146773045>
- Le 4/12/2015: Déforestation: <https://vimeo.com/146774774>
- Le 9/12/2015: Fermes-usines: <https://vimeo.com/146775145>



Les contacts des porte-parole d'Attac pour la COP21



Geneviève AZAM

genevieve.azam@wanadoo.fr +33 6 08 94 54 34
économiste, porte parole d'Attac France
co-auteur des livres *Le climat est notre affaire* et *Crime Climatique Stop! L'appel de la société civile*
auteur de *Osons rester humain* (Les Liens qui libèrent, 2015)

Accréditée pour la COP21

sujets : suivi des négociations, enjeux et historique des négociations, mobilisations France et international



Maxime COMBES

maxime.combes@gmail.com +33 6 24 51 29 44 Twitter : MaximCombes
économiste, membre des commissions « écologie & société » et « internationale » d'Attac
co-auteur du livre *Le climat est notre affaire*
coordinateur du livre *Crime Climatique Stop ! L'appel de la société civile*
auteur de *Sortir des énergies fossiles* (Le Seuil, octobre 2015)

Accrédité pour la COP21

sujets : enjeux et historique des négociations, mobilisations France et international, extractivisme, lien commerce, Tafta et climat.



Christophe AGUITON

aguition@gmail.com +33 6 08 26 75 24
membre des commissions « écologie & société » et « internationale » d'Attac, membre du groupe d'animation de la Coalition climat 21

Accrédité pour la COP21

sujets : mobilisations France et international, coalition climat 21, enjeux et historique des négociations



Thomas COUTROT

thomascoutrot@gmail.com +33 6 24 56 79 32
porte-parole d'Attac France
co-auteur du livre *Le climat est notre affaire*

sujets : finance et climat, paradis fiscaux, financement de la transition, sommet des 196 chaises, enjeux des négociations, mobilisations



Dominique PLIHON

dplihon@orange.fr +33 6 82 22 27 11
économiste, porte-parole d'Attac France
co-auteur du livre *Le climat est notre affaire*

sujets : finance et climat, paradis fiscaux, financement de la transition, sommet des 196 chaises, enjeux des négociations, mobilisations